

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE LA REUNION**

ep

**N° 1900333**

---

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

SAS VINCI CONSTRUCTION  
GRANDS PROJETS  
SA BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS  
SAS DODIN CAMPENON BERNARD  
SAS DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION

---

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

Le tribunal administratif de La Réunion

M. Banvillet  
Rapporteur

---

(1<sup>ère</sup> chambre)

Mme Baizet  
Rapporteuse publique

---

Audience du 17 septembre 2024  
Décision du 8 octobre 2024

---

C

Vu la procédure suivante :

Par une requête et des mémoires enregistrés les 12 mars 2019, 26 avril 2023, 2 février et 20 mars 2024, la société Vinci Construction Grands Projets, la société Bouygues Travaux Publics, la société Dodin Campenon Bernard et la société Demathieu Bard Construction, représentées par Me Balique et Me Cabanes, demandent au tribunal dans le dernier état de leurs écritures :

1°) de condamner la région Réunion à leur verser la somme de 5 035 276 euros hors taxes assortie des intérêts moratoires de droit à compter du 5 décembre 2018 et capitalisés, au titre de l'exécution du marché n° MT3 portant sur la construction du viaduc de 5 400 mètres de la nouvelle route du littoral ;

2°) de mettre à la charge de la région Réunion la somme de 20 000 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elles soutiennent que :

- c'est à tort que leur est opposé le fait de ne pas s'être conformées à l'obligation de prévenance à laquelle elles étaient tenues conformément à l'article 3.8 du cahier des clauses administratives particulières du marché ;

- elles sont fondées, au titre des sujétions imprévues, à être indemnisées d'une somme globale de 5 035 276 euros dès lors que, d'une part, postérieurement à la conclusion du marché, le grand port maritime de La Réunion a appliqué un coefficient multiplicateur sur la redevance

domaniale due pour l'occupation de « la plage d'amortissement » située en fond du bassin du Port-Est, a décidé de la suppression de l'exonération des redevances sur les navires, sur les marchandises, sur le stationnement des bâtiments de servitude et les engins flottants de manutention ou engins de chantier du groupement et a appliqué à tort une redevance sur les navires selon la classification « navire de commerce » ;

- d'autre part, une hausse de 100% des droits de remorquage et de lamanage a été constatée entre 2013, année au cours de laquelle elles ont déposé leur offre, et la période d'exécution du marché entre 2015 et 2017.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 19 janvier et 12 décembre 2023, la région Réunion, représentée par Me K'Jan conclut, dans le dernier état de ses écritures :

1°) au rejet de la requête ;

2°) à ce que soit mise à la charge de la société Vinci Construction Grands Projets une somme de 6 000 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle fait valoir que :

- à titre principal, les conclusions indemnitaires sont irrecevables au regard des règles de forclusion déterminées à l'article 3.8 du cahier des clauses particulières du marché ;
- à titre subsidiaire, le rapport d'expertise ainsi que les pièces faisant état d'éléments issus de la médiation doivent, en application de la règle de confidentialité posée à l'article L. 213-2 du code de justice administrative, être écartés des débats ;
- aucun des moyens de la requête n'est fondé.

Par ordonnance du 20 mars 2024, la clôture de l'instruction a été prononcée avec effet immédiat en application des articles R. 611-11-1 et R. 613-1 du code de justice administrative.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- l'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux ;
- le code de justice administrative.

Le président du tribunal a désigné Mme Baizet, première conseillère, pour exercer les fonctions de rapporteure publique, en application des dispositions de l'article R. 222-24 du code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Banvillet, premier conseiller,
- les conclusions de Mme Baizet, rapporteure publique,
- et les observations de Me Balique et Me Couette, substituant Me Cabanes, représentant les sociétés requérantes et les observations de Me K'Jan représentant la région Réunion.

Considérant ce qui suit :

1. La région Réunion a engagé le projet de « Nouvelle Route du Littoral » et décidé de la construction d'une infrastructure routière de 12,5 kilomètres entre l'entrée ouest de la commune de Saint-Denis et la commune de La Possession composée de tronçons de digues et de deux viaducs de 5 400 mètres et de 240 mètres. Par acte d'engagement du 28 octobre 2013, la région Réunion a confié au groupement solidaire composé de la société Vinci Construction Grands Projets, la société Bouygues Travaux Publics, la société Dodin Campenon Bernard et la société Demathieu Bard Construction la réalisation du marché n° MT3 portant sur la réalisation d'un viaduc de 5 400 mètres entre la Grande Chaloupe et Saint-Denis pour un montant de 715 690 332,87 euros toutes taxes comprises. Le 18 décembre 2018, le groupement a adressé à la région Réunion un mémoire en réclamation, d'un montant de 5 035 276 euros hors taxes, portant sur l'indemnisation des surcoûts de redevances domaniales, de droits de port et frais de port qu'il a été contraint de supporter pour les besoins de la réalisation des travaux de construction du viaduc.

Sur les conclusions indemnitaires :

2. Les difficultés rencontrées dans l'exécution d'un marché à prix forfaitaire ne peuvent ouvrir droit à indemnité au profit de l'entreprise titulaire du marché que dans la mesure où celle-ci justifie soit que ces difficultés trouvent leur origine dans des sujétions imprévues ayant eu pour effet de bouleverser l'économie du contrat soit qu'elles sont imputables à une faute de la personne publique commise notamment dans l'exercice de ses pouvoirs de contrôle et de direction du marché, dans l'estimation de ses besoins, dans la conception même du marché ou dans sa mise en œuvre, en particulier dans le cas où plusieurs cocontractants participent à la réalisation de travaux publics.

3. Pour demander la condamnation de la région Réunion à leur verser la somme globale de 5 035 276 euros hors taxes, la société Vinci Construction Grands Projets, la société Bouygues Travaux Publics, la société Dodin Campenon Bernard et la société Demathieu Bard Construction font valoir que le montant de la redevance domaniale comme celui des redevances et frais de port fixés par le grand port maritime de La Réunion est supérieur à ceux sur la base desquels elles ont établi leur offre. Toutefois, en admettant même que de telles circonstances, qui n'apparaissent pas avoir entraîné de difficultés matérielles lors de l'exécution du marché, puissent, pour ce motif, être regardées comme des sujétions imprévues, il n'est, en tout état de cause, ni établi ni même d'ailleurs allégué que les coûts supplémentaires supportés à ce titre auraient, compte tenu du montant des prix forfaitaires impactés, conduit à un bouleversement de l'économie du marché.

4. Il résulte de ce qui précède, et sans qu'il soit besoin de se prononcer sur l'application de l'article 3.8 du cahier des clauses administratives particulières du marché, que la société Vinci Construction Grands Projets, la société Bouygues Travaux Publics, la société Dodin Campenon Bernard et la société Demathieu Bard Construction ne sont pas fondées à demander la condamnation de la région Réunion à leur verser une somme de 5 035 276 euros avec intérêts moratoires et capitalisation des intérêts.

Sur les frais liés au litige :

5. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mis à la charge de la région Réunion, qui n'est pas la partie perdante, le versement à la société Vinci Construction Grands Projets, la société Bouygues Travaux Publics, la société Dodin Campenon Bernard et la société Demathieu Bard Construction d'une somme au titre des

frais exposés par elles et non compris dans les dépens. Il y a lieu, en revanche, de faire application de ces dispositions et de mettre à la charge de la société Vinci Construction Grands Projets une somme de 3 000 euros au titre des frais exposés par la région Réunion et non compris dans les dépens.

D E C I D E :

Article 1<sup>er</sup> : La requête des sociétés Vinci Construction Grands Projets, Bouygues Travaux Publics, Dodin Campenon Bernard et Demathieu Bard Construction est rejetée.

Article 2 : La société Vinci Construction Grands Projets versera à la région Réunion une somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à la société Vinci Construction Grands Projets, à la société Bouygues Travaux Publics, à la société Dodin Campenon Bernard, à la société Demathieu Bard Construction et à la région Réunion.

Délibéré après l'audience du 17 septembre 2024, à laquelle siégeaient :

Mme Khater, présidente,  
M. Banvillet, premier conseiller,  
M. Lassaux, premier conseiller.

Rendu public par mise à disposition au greffe du tribunal le 8 octobre 2024

Le rapporteur,

La présidente,

M. BANVILLET

A. KHATER

La greffière,

E. POINAMBALOM

La République mande et ordonne au préfet de La Réunion en ce qui le concerne ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,  
P/la greffière en chef  
La greffière,

E. POINAMBALOM